

48475

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/STC/30
16 octobre 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité permanent du commerce
Deuxième session
Niamey, 20-28 novembre 1963

COURS DE FORMATION EN COMMERCE EXTERIEUR
ET EN POLITIQUE COMMERCIALE

(Document présenté par le secrétariat du GATT)

COURS DE FORMATION EN COMMERCE ET EN POLITIQUE COMMERCIALE

I. Cours de formation à Genève

1. Les cours de formation en cours d'emploi organisés par le GATT à Genève ont continué selon les principes énoncés dans le document que le secrétariat du GATT avait préparé pour la première session du Comité permanent du commerce de la CEA, tenue en septembre 1962^{1/}.

2. Comme dans les précédentes années, deux cours ont lieu en 1963, l'un en langue anglaise, l'autre en langue française. Ce dernier a lieu en ce moment. Ces deux cours ont été suivis par des fonctionnaires des pays suivants :

Quinzième cours (février-juillet 1963)

Corée	Malte
Hong Kong	Nigéria
Indonésie	Yougoslavie
Libye	

Seizième cours (juillet-décembre 1963)

Argentine	Haute-Volta
Cambodge	Syrie
Cameroun	Togo
Haïti	

En dehors des fonctionnaires de ces pays qui sont boursiers de l'Assistance technique des Nations Unies, d'autres suivent le seizième cours pendant des périodes diverses, à la demande de leur gouvernement. Ils viennent des pays suivants : Cameroun, Guba et Tchécoslovaquie. Depuis le début du cours et en comprenant les stagiaires du cours de 1963, 110 fonctionnaires venant de 44 pays ont suivi les cours de Genève.

^{1/} "Cours de formation en politique commerciale", E/CN.14/STC/14.

3. Si, comme on l'a dit plus haut, les programmes de 1963 sont en principe les mêmes que les années précédentes, il y a eu pourtant des modifications de détail qui tiennent compte de l'évolution des travaux du GATT et des priorités établies.

4. Pendant le reste de leur stage, c'est-à-dire d'ici à décembre 1963, les participants au cours actuel auront, notamment à suivre les travaux de groupes de travail et de comités particulièrement intéressants pour les pays sous-développés; ils seront mis au courant de l'activité de la Division de l'information commerciale (Département de la politique et de l'information commerciales) et feront dans certains pays une tournée d'étude de trois semaines, dont l'itinéraire n'est pas encore arrêté dans le détail. Au cours de leur tournée d'étude de juin 1963, les stagiaires du quinzième cours avaient passé par Bruxelles, Londres, Stockholm et Francfort.

II. Cours en Afrique

1. Comme le document préparé pour la première session du Comité permanent du commerce de la CEA l'indiquait, le secrétariat du GATT en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique et avec le concours financier de l'Organisation de l'Assistance technique des Nations Unies, a, en 1962, organisé en Afrique, pour la première fois, des cours de brève durée sur le commerce extérieur et la politique commerciale. Ces cours furent de trois semaines chacun. Le premier a été donné à Dakar du 16 juillet au 4 août 1962 à des stagiaires d'expression française, le second à Dar es-Salam, du 30 août au 19 septembre 1962, pour des stagiaires de langue anglaise. La direction de ces deux cours était assurée par M. Jean Royer, consultant du GATT, assisté de M. G. Hortling, conseiller auprès du secrétariat du GATT.

2. Le nombre des participants non locaux était limité à quinze et celui des participants locaux à cinq. En accord avec l'Organisation de l'Assistance

technique des Nations Unies et la Commission économique pour l'Afrique, le secrétariat du GATT a examiné les candidatures présentées par les gouvernements. Sur sa recommandation, celles-ci ont été approuvées par la Direction de l'Assistance technique. Le cours de Dakar a été suivi par des fonctionnaires venant des pays suivants : Mauritanie, Dahomey, Niger, Tchad, République centrafricaine, Gabon, Congo (Brazzaville) et Sénégal; les participants au cours de Dar es-Salam venaient de l'Ethiopie, de la Somalie, de l'Ouganda, du Kenya (East African Common Services Organisation), de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, de Zanzibar et du Tanganyika. Bien qu'en principe ces cours fussent destinés à des fonctionnaires subalternes, ils ont été également suivis par des fonctionnaires expérimentés.

3. Leur principale caractéristique est qu'ils ont associé l'examen des divers aspects de la politique commerciale à celui des problèmes pratiques du pays où ils ont lieu. Le programme de travail a donc été établi de la manière suivante : le matin, exposé d'un problème de politique commerciale au cours duquel le conférencier essayait de dégager les expériences faites dans le domaine traité par un certain nombre de pays et surtout par les pays en voie de développement. Après une interruption d'une heure, pour permettre aux participants de réfléchir au sujet et de préparer des questions, il y avait une discussion de deux heures environ entre les stagiaires et les instructeurs. Dans la mesure du possible, cette discussion consistait non en une analyse de problèmes théoriques mais en une étude de faits et de cas concrets. Les participants étaient encouragés à exprimer librement leurs vues et à s'appuyer sur des exemples précis tirés de leur pays ou d'autres pays qu'ils connaissaient bien.

4. L'après-midi était consacré à des visites et à l'examen de problèmes pratiques de commerce international. Les participants ont eu ainsi l'occasion de s'entretenir, avec des personnes compétentes s'occupant de production ou de commercialisation de produits d'exportation ou dont les activités intéressaient le commerce extérieur, des problèmes que les divers

opérateurs ont à résoudre et de s'informer, à la source même, des méthodes et procédés appliqués pour obtenir les meilleurs résultats pour le pays intéressé. Dans la mesure du possible, ces entreprises ont porté sur les principaux produits d'exportation du pays hôte et ont permis aux participants de suivre l'acheminement de ces produits du lieu de production au quai d'embarquement. Ils ont touché, non seulement la production et la commercialisation mais aussi les questions de transports intérieurs, d'assurances, de financement du commerce d'exportation, des transports maritimes, d'opérations et de manutentions dans les ports, de dédouanement, etc. Ces visites et entretiens de l'après-midi, ont formé une partie essentielle du cours. Les stagiaires ont pu ainsi apprécier la nature véritable des problèmes concrets que les fonctionnaires chargés de la politique commerciale doivent résoudre et les difficultés pratiques que les intermédiaires connaissent. Enfin, des fonctionnaires supérieurs du gouvernement hôte et de la Banque centrale ont fait aussi des exposés sur les relations entre le commerce extérieur et le développement économique, entre le commerce extérieur et l'équilibre de la balance des paiements et sur l'influence des considérations de politique commerciale sur la politique fiscale nationale.

5. Le succès de ces premiers cours a incité la CEA et le GATT, de nouveau avec le concours financier de l'Organisation de l'Assistance technique des Nations Unies, à organiser des cours analogues en Afrique en 1963. Cette année, les Gouvernements de la Côte-d'Ivoire et de l'Ouganda seront les pays hôtes, et les cours seront portés à quatre semaines; le cours pour stagiaires d'expression française aura lieu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) du 7 octobre au 2 novembre 1963 et celui des stagiaires de langue anglaise, à Kampala (Ouganda) du 18 novembre au 14 décembre 1963.

6. Le programme, comportant des visites et des entretiens dans l'après-midi, sera essentiellement le même que l'année précédente^{1/}; la direction

^{1/} Pour les détails, voir "Cours de formation en politique commerciale", E/CN.14/STC/14, pp. 4 et 5.

sera assurée par M. Jean Royer, assisté d'un fonctionnaire du secrétariat du GATT.

7. Les candidatures présentées par les gouvernements sont examinées et approuvées par la Commission économique pour l'Afrique et le secrétariat du GATT. Pour le cours de langue française, les gouvernements des pays suivants ont désigné des candidats : Burundi, Dahomey, Mali, Togo, Madagascar, Rwanda, Congo (Léopoldville), Congo (Brazzaville), Tchad et Côte-d'Ivoire; les candidatures pour le cours de langue anglaise, qui ne commence pas avant la mi-novembre, n'étaient pas encore au complet au moment de la rédaction de ce rapport.

- - - - -